

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2026-02-16-00004

arrêté préfectoral portant mise en demeure de  
la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE  
CIMENT  
concernant l'installation exploitée à Gargenville  
(78440) quai Léon Chausson



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant mise en demeure de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS**  
**concernant l'installation exploitée à Gargenville (78440) quai Léon Chausson**

**LE PRÉFET DES YVELINES,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-19, L. 514-5, R.512-75-1, R.515-75 (I) et R.512-39-1 ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°35854 en date du 10 novembre 2015 autorisant la société CEMENTS CALCIA, dont le siège social est situé rue des Technodes à Guerville (78930), à poursuivre l'exploitation d'une cimenterie sur le territoire des communes de Gargenville et Juziers, avenue Victor Hugo - Gargenville (78440), et annulant et remplaçant les arrêtés préfectoraux antérieurs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°78-2019-04-30-003 du 30 avril 2019 imposant à la société CEMENTS CALCIA des prescriptions techniques afin de réduire les émissions de poussières et la consommation d'eau de la cimenterie exploitée sur le territoire des communes de Gargenville et Juziers, avenue Victor Hugo - Gargenville (78440), et modifiant l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°78-2020-08-03-001 du 3 août 2020 modifiant l'arrêté du 30 avril 2019 susvisé en déterminant les échéances intermédiaires de réalisation des mesures prescrites ;

**VU** l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

**VU** le courrier préfectoral du 7 juillet 2022 relatif à la mise sous cocon du four ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 1<sup>er</sup> août 2024, transmis par courrier du 1<sup>er</sup> août 2024, faisant suite à l'inspection du 3 juin 2024 de l'installation exploitée par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS à Gargenville (78440) quai Léon Chausson ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 26 novembre 2024, transmis par courrier du 26 novembre 2024, faisant suite à l'inspection du 23 septembre 2024 de l'installation exploitée par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS à Gargenville (78440) quai Léon Chausson ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 1<sup>er</sup> décembre 2025 faisant suite à l'inspection du 20 octobre 2025 de l'installation exploitée par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS à Gargenville (78440) quai Léon Chausson ;

**VU** le courrier en date du 7 janvier 2026 notifié le 12 janvier 2026 transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

**VU** les observations transmises par l'exploitant par courrier du 14 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite de contrôle du 20 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'il n'a pas été procédé à la fermeture de la partie sud du hall clinker ; que l'exploitant a déclaré que le calendrier des travaux de fermeture est modifié pour des raisons constructives ; que, selon l'exploitant, d'anciennes structures industrielles (refroidisseur et électro-filtre) doivent être détruites pour pouvoir construire une partie des fondations permettant l'avancée et la fermeture de la partie sud du hall ; que le démantèlement de ces installations serait prévu en 2026 et la fermeture de la partie sud du hall l'année 2027 ; que, lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas fourni de dossier relatif à une demande de report des travaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas informé l'inspection de l'environnement du report des travaux, malgré la demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 3 juin 2024 de confirmer l'échéance de réalisation des travaux au 31 décembre 2024 pour la fermeture de la partie Sud du hall clinker ;

**CONSIDÉRANT** que la déconstruction du bâtiment "refroidisseur" a déjà été identifiée comme une opération préalable à la fermeture de la partie Sud du hall clinker dans le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant le 5 juillet 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015 modifié susvisé selon lesquelles « En dehors des ouvertures nécessaires au passage des véhicules et des engins de manutention, le bâtiment du clinker est fermé » ; que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2019, modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020 impose le respect effectif des mesures prévues à l'article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015 modifié susvisé au plus tard le 31 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que lors de la visite de contrôle du 20 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le système de recyclage des eaux de refroidissement ne fonctionne pas ; que l'exploitant a indiqué que la mise hors gel n'ayant pas été réalisée l'hiver dernier, la tuyauterie a gelé et éclaté ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 23 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement avait constaté que la station de recyclage des eaux était construite ; que l'exploitant avait indiqué que la mise en service par l'installateur était prévue à compter du 8 octobre 2024, à l'issue de certains travaux ; que l'inspecteur de l'environnement avait demandé à l'exploitant de justifier de la mise en service et du bon fonctionnement de l'installation ; que par courrier transmis le 29 janvier 2025, l'exploitant avait indiqué que la mise en service de l'installation de recyclage des eaux tentée le 8 octobre 2024, avait révélé un dysfonctionnement relevant d'une défaillance du constructeur et qu'une demande de remise en état avait été faite au constructeur ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 modifié susvisé selon lesquelles « Les eaux de refroidissement sont rejetées après traitement dans un bassin prévu à cet effet et renvoyées par pompage au château d'eau afin de réalimenter le site » ; que l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2019, modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020 impose le respect effectif des mesures prévues à l'article 4.3.1.3 de l'arrêté n° 35854 en date du 10 novembre 2015 modifié susvisé au plus tard au 31 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 3 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement avait constaté que le four de la cimenterie avait été démonté, en vue de son évacuation pour une réutilisation par un autre industriel ; que les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant des rubriques 3310 et 2771 (a minima) de la nomenclature ICPE avaient donc été mises à l'arrêté définitif ; que l'exploitant n'a cependant pas produit de dossier portant sur le démantèlement du four comme demandé, sous trois ans, par courrier du 7 juillet 2022 ; que, dans son rapport du 1<sup>er</sup> août 2024 transmis par bordereau du 1<sup>er</sup> août 2024, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de déposer, sous deux mois, un dossier conforme à la réglementation pour notifier la mise à l'arrêt définitif des installations classées relevant des rubriques 3310, 2771 et de toute autre rubrique également concernée au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, à la date de l'inspection du 20 octobre 2025, l'exploitant n'a apporté aucune réponse aux demandes formulées dans le rapport du 1<sup>er</sup> août 2024 relatif à la précédente inspection du 3 juin 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les installations classées relevant des rubriques 3310 et 2771 de la nomenclature ICPE ne sont plus exploitées depuis au moins trois années consécutives ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles R.512-75-1, R.515-75 (I) et R.512-39-1 du code de l'environnement relatifs à la cessation d'activité des installations classées considérées ;

**CONSIDÉRANT** en particulier que les installations classées relevant des rubriques 3310 et 2771 ne sont plus exploitées depuis au moins 3 années consécutives, et que le préfet est fondé à faire usage de l'article L.512-19 du code de l'environnement pour imposer la mise en œuvre de la procédure de cessation partielle ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS de respecter les prescriptions de l'article 3.1.1-1 et de l'article 4.3.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015 modifié susvisé ainsi que des articles R.512-75-1, R.515-75 (I) et R.512-39-1 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'un délai supplémentaire de douze mois paraît raisonnable, sur le plan matériel, pour finaliser les travaux de fermeture de la partie Sud du hall clinker ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la synthèse de l'inspection, le directeur de l'usine a indiqué que la station de recyclage des eaux pourra être opérationnelle sous un délai de trois semaines ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments complémentaires transmis par l'exploitant dans son courrier du 14 janvier 2026 ne comportent aucune observation de nature à remettre en cause le bien-fondé de la mise en demeure, ni la teneur des obligations prescrites, ni les délais qui y sont associés ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS (SIREN :654 800 689) sise 4 place des Saisons à Courbevoie (92400) exploitant une cimenterie située quai Léon Chausson à Gargenville (78440) est mise en demeure de respecter, dans le **délai de douze mois** à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions de l'article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015 modifié susvisé, en réalisant les travaux de la fermeture de la partie sud du hall clinker.

**Article 2 :** La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS ( SIREN :654 800 689) sise 4 place des Saisons à Courbevoie (92400) exploitant une cimenterie située quai Léon Chausson à Gargenville (78440) est mise en demeure de respecter, dans le **délai de deux mois** à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions de l'article 4.3.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015 modifié susvisé, en procédant à la mise en service de la station de recyclage des eaux et en s'assurant de son fonctionnement. La preuve effective de bon fonctionnement de ce dispositif sera apportée par le constat d'une diminution substantielle des prélèvements d'eaux en Seine en conditions normales de fonctionnement, ou par tout autre moyen proposé par l'exploitant et accepté par l'inspection des installations classées.

**Article 3 :** La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS ( SIREN :654 800 689) sise 4 place des Saisons à Courbevoie (92400) exploitant une cimenterie située quai Léon Chausson à Gargenville (78440) est mise en demeure de respecter, dans le **délai de quatre mois** à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles R.512-39-1, R.515-75 (I) et R.512-75-1 du Code de l'environnement en déposant un dossier de cessation partielle d'activité lié à l'arrêt du four de la cimenterie, comprenant notamment :

- la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations classées relevant des rubriques 3310 et 2771 de la nomenclature ICPE ainsi que de toute autre rubrique mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 susvisé qui serait également concernée par une cessation partielle d'activité au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement,
- la transmission des attestations de mise en sécurité visant toutes les rubriques de la nomenclature ICPE concernées par cette cessation partielle,
- la transmission d'un mémoire de réhabilitation, a minima pour les rubriques concernées par l'article R.515-75 du code de l'environnement (c'est-à-dire les rubriques 3XXX, dites IED).

**Article 4 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 dans les délais prévus à ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 5 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyens disponible sur le site <https://www.telerecours.fr/>.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

**Article 6 :** Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

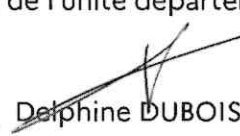
Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie
- au maire de la commune de Gargenville,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 février 2026

Pour le Préfet, par délégation,  
la Directrice, par subdélégation,  
la chef de l'unité départementale



Delphine DUBOIS

